

## Discours du ministre belge des Affaires Etrangères pendant son séjour au Burundi

@rib News, 06/06/2011 Visite du Ministre Steven Vanackere au Burundi2 - 4 juin 2011 Seul le texte prononcé fait foi  
 Discours prononcé le 3 juin à l'Université du Burundi Le Burundi et la Belgique Deux pays au cœur d'un continent  
 pays à vocation régionale

Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, Monsieur le Recteur, Monsieur le Vice-recteur, Monsieur l'Ambassadeur et l'Équipe de l'Ambassade, Mesdames Messieurs les Doyens et Professeurs, Chers amis et avant tout, Chers Étudiants et Étudiantes Amahoro, Danezerewe no kuza kuba ramutsa (Traduction : Bonjour, (littéralement : la paix avec vous), je suis heureux de vous rencontrer) Il était une fois un pays au cœur d'un grand continent. Un pays situé au croisement des langues et des cultures, un pays qui hébergeait les institutions d'une importante organisation internationale. Un pays dont le nom commence par B. Un seul pays, ou bien deux pays ? Il s'agit en effet de votre pays, le Burundi, mais aussi de mon pays, la Belgique. Le Burundi et la Belgique : l'histoire de deux pays qui vivent leur destin propre, mais qui ont également en commun une longue histoire. Deux pays inscrits dans un contexte régional. Le Burundi, dans la région des Grands Lacs et en Afrique de l'Est, et la Belgique, en Europe. C'est nos deux pays que j'aimerais vous parler aujourd'hui. C'est un vrai privilège de pouvoir m'adresser à vous. En auditorium universitaire, cela a toujours été un peu comme rentrer chez moi. C'est avec gratitude, mais également avec nostalgie que je repense à ces années universitaires qui m'ont formé. Ce furent des années de grandes idées brassées jusqu'aux petites heures et de vive créativité intellectuelle vécue entre amis. « Du choc des idées jaillit la lumière » cette phrase s'applique plus que partout ailleurs à un contexte universitaire. Pouvoir s'adresser à l'avenir du Burundi constitue un véritable privilège : vous êtes ceux qui façonneront l'avenir du Burundi, avec les connaissances et la sagesse qui vous animent ici. J'attache une très grande importance à l'éducation aux valeurs citoyennes au sein de l'enseignement académique. Le Burundi et la Belgique. Voilà deux pays qui ont toujours cherché leur voie dans un monde en perpétuelle évolution. Pour la Belgique, la Deuxième Guerre mondiale a constitué un moment charnière. Dans la période de désenchantement de l'après-guerre, l'Europe devait se réinventer. La Belgique a dû trouver sa voie en jeu des anciennes grandes puissances. Les fiers États-nations d'Europe étaient exsangues; entre les anciens ennemis héréditaires, la confiance était plus profonde que le lac Tanganyika. L'Europe avait payé le prix de l'aveuglement idéologique qui avait tenu le continent sous son emprise pendant des siècles. Les grandes populations avaient échoué sous les décombres de l'Histoire et, aux ravages de la guerre menaçaient de succéder les désillusions. Mais des combats de l'Histoire a surgi quelque chose, quelque chose qui, pendant des siècles, avait été enchaîné aux excès de son idéologie : la personne. Il allait désormais occuper une position centrale : l'Homme dans sa grandeur et sa petitesse, dans son désir d'épanouissement personnel et sa vulnérabilité et ses droits inaliénables. L'Homme en tant qu'individu en tant que partie d'une communauté. Une à une, les pierres de cette nouvelle Europe humaine ont été posées. La perspective choisie était modeste, mais est finalement avérée très fructueuse. Le choix est porté sur la création d'un marché commun pour les matières premières et, plus tard, les bases d'un véritable marché interne ont été jetées ainsi qu'ont été créées les conditions matérielles essentielles à une société d'échange et d'épanouissement. Ainsi, l'Europe a progressé, pas à pas, avec des hauts et des bas. Et même si la critique est parfois justifiée de l'européenne est plus virulente que jamais, personne ne peut le nier : l'Europe, qui a été pendant des siècles le théâtre de conflits mondiaux sanglants, porte les fruits d'une période de paix sans précédent. En tant que ministre des Affaires Étrangères, en tant que fier citoyen de la capitale de l'Europe, Bruxelles, je suis fermement convaincu que l'unification européenne en constitue la base. Bien sûr, chaque continent doit chercher sa propre voie. Chaque pays, chaque continent porte les cicatrices de son passé. Ce sont les leçons du passé qui dessinent les contours des plans pour l'avenir. Les continents ne sont pas interchangeables, et les meilleures idées pour l'avenir viennent toujours des entrailles de notre propre société. Je suis plein d'espoir en voyant que le Burundi a également choisi la voie de l'intégration régionale. En tant que pays hôte du secrétariat de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (la CIRGL), président tournant de l'East African Community, membre de la Commission Economique pour les pays des Grands Lacs (la CEPGL), membre de l'Union Africaine et pays d'accueil pour les Africains anglophones désireux de leurs connaissances de la langue française, le Burundi a affirmé son choix. Le lac Tanganyika invite à regarder vers l'ouest, et la géographie de ce somptueux pays nous implore de trouver nos semblables dans toutes les directions. Si vous, Burundais, avez opté pour la collaboration régionale, je crois que vous l'avez fait parce que vous croyez à l'universalité et à l'altérité de l'Homme. Quelles que soient nos différences, forgées par le cours fortuit de l'histoire, nous avons les mêmes aspirations : chacun de nous veut du pain, la paix ainsi que le respect de ses choix de vie. Chacun de nous veut pouvoir tracer son propre chemin de vie. En tant qu'hommes politiques, nous avons le devoir démocratique de créer les conditions dans lesquelles nos citoyens puissent trouver la liberté et l'égalité. Dans ce monde qui se globalise nous ne pouvons y parvenir sans collaborer. Qu'il s'agisse de la collaboration transfrontalière au niveau de la fourniture d'électricité ou de la certification des minéraux importés, le Burundi a donné le ton adéquat. L'East African Community sur la bonne voie : des chiffres de croissance économique supérieurs à la moyenne africaine viennent encore à l'appui de nos espoirs. Depuis 2007, le Burundi est en effet membre de l'East African Community, dont il assure la présidence cette année. Les défis auxquels est confronté le Burundi sont énormes et l'agenda de l'EAC, particulièrement ambitieux. L'EAC, c'est un marché commun au sein duquel les barrières non tarifaires sont supprimées. L'EAC est un espace de libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux. L'EAC, ce sont également cinq stratégies de développement déployées successivement, qui devront conduire au bout du compte à une véritable Fédération Politique à l'horizon 2021. Je suis heureux que les cinq pays de l'EAC à savoir le Burundi, le Kenya, le Rwanda et la Tanzanie aient opté pour un agenda aussi volontariste. Permettez-moi d'ajouter quelques considérations d'ordre technique, politique et humain concernant ce processus d'intégration. L'intégration de cinq économies exige un sérieux effort. Non seulement l'acquis communautaire doit être pleinement intégré jusque dans les fins rouages des

administrations nationales et les cellules grises de nos juges, mais le peuple doit lui-même s'approprier la nouvelle structure supranationale. Je suis heureux de constater que le Burundi est lancé dans ce travail avec beaucoup de sérieux, ainsi qu'en témoigne le Rapport Consolidé sur le Processus d'Accélération de l'Intégration du Burundi à l'EAC. L'un des grands efforts exigés dans le cadre du développement d'un marché commun concerne l'EAC. Si les tarifs douaniers sont abolis, l'Etat doit rechercher de nouvelles sources de revenus. Logiquement, l'intégration de l'Etat impôt sur le revenu deviendra plus importante. Tant du point de vue économique qu'écologique, il est plus juste d'alimenter les caisses de l'Etat par des impôts sur le revenu que par des tarifs douaniers. Tous les Etats membres de l'EAC ont à gagner. Mais dans l'économie domestique interne de l'Etat nation comme dans les esprits du contribuable, il y a une petite révolution mentale. Un impôt sur le revenu perçu de manière équitable constitue une condition nécessaire à une cohésion sociale saine. J'emprunte à Pascal Lamy, Directeur Général de l'Organisation Mondiale du Commerce la remarque suivante : le marché unifié du 21e siècle est différent du marché unifié du 20e siècle. Alors qu'au 20e siècle l'accent devait avant tout être mis sur l'abolition des tarifs douaniers internes, les barrières entre les économies nationales sont devenues beaucoup plus subtiles au 21e siècle. Collaboration technique, harmonisation des normes, suppression des barrières non tarifaires : tous ces éléments sont devenus cruciaux pour arriver à un marché unifié. Je ferai également une remarque de nature humaine et culturelle. L'unification régionale suscitera toujours beaucoup de peurs. L'unification économique entraînera davantage d'interaction culturelle. C'est incontestablement un enrichissement, mais, souvent aussi, une source de crainte. Qu'en sera-t-il de ma langue ? Qu'advient-il du français, du kirundi, ou d'autres langues ? Comment pouvons-nous créer une zone régionale politique qui ne s'uniformise pas, mais rend compte de la diversité culturelle qui existe au sein de l'EAC ? N'y a-t-il pas un danger de prépondérance des plus grands pays ? Pouvons-nous concilier un système juridique basé sur le droit commun avec un système juridique basé sur le droit civil ? Le droit de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) peut-il cohabiter avec l'acquis de l'EAC ? Toutes ces questions méritent une réponse. Chaque pays partenaire a droit à un traitement juste et équitable dans cette jeune structure supranationale. Chaque citoyen, de Nairobi à Kigali, doit se sentir chez lui dans l'EAC. L'intégration économique est une chose. Mais elle n'est pas suffisante. Avant que les barrières commerciales ne soient supprimées, celles de la confiance doivent être brisées. Lorsque les forces négatives seront converties en forces positives, on pourra effectuer un saut quantique dans la poursuite de la collaboration régionale. La Région des Grands Lacs a connu 15 années sombres, mais vous tournez maintenant cette page de l'histoire régionale. La CIRGL et la CEPGL jouent un rôle important à cet égard. Les ponts de la confiance entre les différents pays de cette région sont reconstruits, les cendres fumantes des conflits s'éteignent peu à peu. Le moment du rapprochement avec les pays voisins est venu. Mais avant de pouvoir regarder quelque chose dans les yeux, il faut se connaître soi-même. Vous le savez mieux que moi : le Burundi surmonte une période difficile. C'est avec un grand intérêt et une admiration retenue que je regarde comment le Burundi gère son passé. Vous savez, je viens d'un pays dans lequel, aussi paisible soit-il, nos communautés linguistiques ne sont pas toujours sur la même longueur d'onde. Je ne comprends que trop bien les défis qu'impliquent la cohabitation de personnes issues de contextes différents. Les blessures profondes qui ont été infligées ici sont en voie de guérison, lente, mais sûre. La Commission Vérité et Réconciliation qui se mettra à l'œuvre ici au Burundi la fin de l'année peut effectuer un travail indispensable et remarquable. C'est notamment grâce au travail de cette commission que les Burundais peuvent à nouveau se regarder dans les yeux, et que les scories de rancœur et de colère de la guerre peuvent être éliminées de nos consciences. Nulle part au monde, le passé ne peut être ignoré. Un passé non digéré continue de sommeiller dans la psyché collective d'une nation, et finit tôt ou tard par ressurgir. La réintégration des réfugiés burundais dans la société burundaise me rend plein d'espoir et force mon respect. Dans la mémoire de nombre d'entre vous gravées les images douloureuses de compatriotes qui ont dû emballer leurs affaires en toute hâte, fuyant au-delà des collines sans fin de cette terre fertile vers des lieux plus sûrs. Aujourd'hui, le Burundi se reconstruit à nouveau avec lui-même, et chaque Burundais peut retrouver sa place dans la communauté des Burundais. Les différences ne peuvent constituer une source de haine, mais ne peuvent non plus être ignorées. Partout dans le monde, chacun mérite le respect pour sa particularité individuelle et culturelle. En tant que ministre d'un pays qui entretient depuis longtemps des liens étroits avec le Burundi, je veux être plus qu'un homme de déclarations grandiloquentes. La solidarité entre nations ne saurait être un concept creux, surtout pas ici, au Burundi. Le Burundi est le deuxième fournisseur de contingents pour la mission AMISOM de l'Union africaine en Somalie. Le Burundi offre un abri temporaire aux milliers de réfugiés du Congo voisin. Bref : la solidarité internationale est une réalité tangible au Burundi. Le devoir de solidarité avec le Burundi repose également sur nous, Belges, Européens, citoyens du monde. Bien sûr, c'est au Burundi qu'il revient de choisir sa voie dans un contexte régional en mutation. Bien sûr, l'Afrique doit prendre son destin en main. Mais il est nécessaire, nous devons répondre à nos besoins mutuels. Le Burundi le fait pour la Belgique, et la Belgique le fait pour le Burundi. D'ailleurs, le Burundi est un peu belge, et la Belgique est un peu burundaise. A Bruxelles, ainsi que dans nos autres grandes villes et dans nos villages, vivent des centaines, voire des milliers de Burundais. Les Burundais de Belgique constituent une communauté qui fait maintenant partie intégrante du tissu social belge. Ils constituent la preuve vivante de notre histoire commune. Et bien, c'est cette histoire commune qui nous confère le devoir moral d'aborder ensemble nos défis pour l'avenir. Je suis heureux de pouvoir transmettre ce message dans l'amphithéâtre de cette université. C'est avec cette université, l'Université du Burundi, que le conseil interuniversitaire flamand et la Commission Universitaire pour le Développement ont mis sur pied des programmes de collaboration universitaire intensifs portant sur les domaines les plus variés, comme les sciences de l'environnement, le journalisme, l'Etat de droit, la santé communautaire rurale, ou encore, la sécurité rurale. Mais notre collaboration dépasse largement les limites de la collaboration universitaire. Vous savez que le Burundi est l'un des dix-huit pays partenaires de la Belgique, avec lesquels la Belgique entretient un lien particulier, et vous savez que la Belgique est le plus grand donateur bilatéral pour le Burundi. Notre collaboration au Burundi, nous la mettons en œuvre avec les Burundais, en partant des problèmes concrets exprimés dans la société burundaise. Notre collaboration se focalise sur trois secteurs : la santé, l'agriculture

l'enseignement. La bonne gouvernance dans toutes ses dimensions constitue cet regard une source d'attention particulière. Je pense également au travail que nous effectuons avec la Task Force sur les Ressources Minérales en Afrique Centrale, le Mireca. Une exploitation durable et une gestion transparente des richesses naturelles inexploitées de cette région occupent une place éminente dans l'agenda politique belge. Il y a quelques jours, notre Ambassadeur a remis au 2<sup>ème</sup> Vice-président du Burundi une lettre décrivant les intentions belges en matière de coopération bilatérale dans le domaine des mines. Il s'agit pour nous d'aider le Burundi à renforcer son administration pour que celle-ci puisse mieux gérer le secteur minier burundais et mettre en œuvre, au niveau national, le Plan d'action de la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs qui, comme vous le savez, cherche à rendre plus transparent le commerce des minerais dans la région. La qualité du lien qui unit le Burundi et la Belgique a été confirmée en 2006 par un nouveau jalon posé en matière de collaboration militaire. Des formations militaires sont organisées selon le principe «À train the trainer À», comme le fructueux cycle de formations «À harmonisation des cadres À» en 2009. La collaboration dans l'un des domaines les plus sensibles à savoir le domaine militaire constitue la preuve du solide lien de confiance qui unit Bruxelles et Bujumbura. Un lien de confiance qu'on peut également retrouver dans le projet belgo-néerlandais «À Réforme de Police Nationale Burundaise À». Toutefois, ce ne sont là que quelques exemples de la manière dont la Belgique et le Burundi mettent en œuvre, jour après jour, le lien particulier qui les unit. Mais une collaboration purement bilatérale ne suffit pas. Le Burundi doit chercher sa voie dans une constellation régionale. Les frontières ne sont pas là pour limiter, mais doivent inviter à être franchies. Sur la carte d'Europe, on trouve des milliers de kilomètres de frontières. On peut dire sans exagération excessive que chaque frontière a fait l'objet d'une bataille au cours de l'Histoire. Chaque frontière est le résultat d'une guerre et d'un jeu changeant des rapports de force. Mais aussi contingente que soit la manière dont ces frontières se sont développées, des communautés se sont formées au sein de celles-ci autour d'un projet national ou régional. Les gens se définissent en tant que citoyens d'un pays, membres d'une tribu, habitants d'une ville, membres d'une famille. Il faut rendre justice à cette stratification complexe de l'identité qui ne peut disparaître dans un projet abstrait de collaboration économique. Bien sûr, le monde est nettement plus complexe qu'autrefois. Les pays ne constituent plus le forum ultime pour aborder de manière efficace les problèmes sociaux. La collaboration régionale est la solution qui s'impose, qu'il s'agisse du Mercosur en Amérique du Sud, de l'ASEAN en Asie du Sud-Est, de l'UE en Europe ou de l'EAC et de la CIRGL ici. La collaboration régionale se situe dans la zone de tension entre la nécessité d'une collaboration transfrontalière et l'appel au maintien d'une identité propre. C'est pourquoi je suis intimement convaincu que la force et la pérennité des liens de collaboration régionale ne résideront pas uniquement dans la solidité des fondations d'un projet économique commun. Or, que ce soit dans le monde, au 21<sup>ème</sup> siècle, l'intégration régionale durable adoptera la forme d'une organisation politique constituée de forces vivantes des nations qui la façonnent; une organisation régionale qui reconnaît les nombreux niveaux intermédiaires entre citoyen et région et les implique dans la prise de décision: la société civile dans toutes ses facettes, les communautés linguistiques et religieuses, les tribus et les régions. Une organisation régionale qui offre un projet purement économique dans le contexte d'une image atomiste de la société peut s'avérer efficace mais, au bout du compte, ses citoyens s'en détourneront. Une organisation régionale doit être un projet fondateur de communauté. La nation nous a faits citoyens d'un pays, porteurs de droits et de devoirs politiques au sein d'un projet commun de formation de la nation. Une institution régionale doit faire de nous des citoyens d'un projet transfrontalier. Ce civisme, nous ne pouvons le développer que dans une communauté, à travers le dialogue envers l'autre. Si les Européens sont aujourd'hui parfois moins enthousiastes par rapport à l'Europe, c'est parce que celle-ci est certes une Europe du libre marché efficace, ainsi qu'une Europe de personnes, porteuses de droits et de devoirs, mais parfois trop peu une Europe de peuples, une Europe de communautés. Si l'Europe doit retrouver le chemin cahoteux qui mène à ses citoyens, elle doit le faire en redécouvrant le lien avec le riche tissu culturel des communautés et des nations qui la constituent. C'est la seule manière de ranimer la flamme des Européens pour l'Europe. Si l'Europe devait être réduite à un projet économique aseptisé du plus grand commun diviseur sans contenu, elle perdrait, quelles que soient sa capacité à s'attaquer aux problèmes, à les résoudre de ses citoyens. L'Europe deviendrait peut-être un manager efficace de problèmes transfrontaliers, mais moins un projet fondateur de communauté, construit sur des valeurs de compréhension et de respect mutuels. Dans le silence assourdissant de l'absence de véritable projet régional social, il ne reste plus que le réflexe réactionnaire local. Mesdames et Messieurs, Je crois en une Europe chaleureuse. Elle existe déjà, ici et là, bien qu'il s'agisse encore d'un chantier en cours. C'est l'Europe des échanges étudiants, l'Europe de l'intégration sincère pour la culture et l'histoire de l'autre. Cette Europe est plus que jamais une réalité. A Bruxelles affluent des citoyens des quatre coins de l'Union européenne et bien au-delà, l'Europe est sans aucun doute une réalité. Pourtant, cette Europe-communauté mérite d'être renforcée. Je suis intimement convaincu que c'est cette Europe qui constitue l'Europe de demain. Je crois aussi que cette considération peut s'appliquer au sol fertile de l'Afrique Centrale. Soyez Burundais, et soyez fiers de l'être. Mais votre condition burundaise ne pourra se déployer pleinement que dans un contexte régional, quand la condition burundaise participe à la condition africaine. Sachez que les problèmes des Burundais sont également les problèmes des Rwandais, des Tanzaniens et des Congolais. C'est pourquoi je soutiens pleinement le Burundi dans ses ambitions régionales. J'invite le Burundi, le gouvernement burundais et toutes les forces vives de ce pays à placer tout leur poids politique dans les liens de collaboration régionaux dans lesquels s'exprime le Burundi. En même temps, je partage aussi vos inquiétudes concernant la préservation de l'identité burundaise. Mais je pense que celle-ci ne peut s'exprimer pleinement que dans un cadre régional. Le 21<sup>ème</sup> siècle peut-il encore devenir le siècle de l'Afrique ? Oui, c'est possible. Est-il possible que le 21<sup>ème</sup> siècle ne devienne pas le siècle de l'Afrique ? C'est possible également. Mais, aux pessimistes en la matière, à ceux qui affirment qu'il est bien possible que l'Afrique soit pas libérée de ses soucis, je veux transmettre ces paroles de Jacques Lacan : «À La définition du possible est qu'il peut ne pas avoir lieu À». Les choses ne vont pas nécessairement mal ; les signes que l'Afrique va bien sont clairement présents. Dans la vaine lutte entre optimistes et pessimistes, je veux ajouter une note réaliste : le 21<sup>ème</sup> siècle peut

certainement devenir le siècle de lâ€™Afrique. Il peut le devenir et il le deviendra si nous soutenons tous ce continent prometteur, si les mains sont tendues vers ceux qui vivent de lâ€™autre côté de frontières tracées arbitrairement. Je vous remercie.   Discours pour la cérémonie de lancement des réformes visant à améliorer le climat des affaires prononcé le 14 juin 2011 Excellence Monsieur le Deuxième Vice-président de la République, Madame la présidente de la Chambre fédérale de commerce et d Industrie du Burundi, Excellences Mesdames Messieurs les Ministres, Honorables Parlementaires, Monsieur le Maire de la ville de Bujumbura Mesdames Messieurs les membres du corps diplomatiques, Mesdames Messieurs les hauts cadres de lâ€™Etat, Mesdames Messieurs les entrepreneurs, Distingués invités, Mesdames Messieurs, Amahoro, Danezerewe no kuza kuba ramutsa (Traduction   : Bonjour, (littéralement à : la paix avec vous), je suis heureux de vous rencontrer) Lorsque nous nous étions vus à Bruxelles il y a quelques semaines, Monsieur le Deuxième Vice-président et moi-même avons évoqué lâ€™idée de participer ensemble, lors de ma visite au Burundi, à une activité publique liée à la Bonne Gouvernance ou à la lutte contre la corruption. En effet, ces thèmes sont considérés comme cruciaux par nos deux Gouvernements. C est donc avec grand plaisir que je me retrouve ce matin à vos côtés, Monsieur le Vice-président, pour prononcer quelques mots sur le sujet, et je vous remercie de me donner lâ€™occasion de m adresser à un public aussi prestigieux que varié. Le Burundi a fait d normes progrès depuis d Arusha en 2000. Deux élections libres et démocratiques ont été organisées et ont permis la mise en place d d mocratiques et légitimes reflétant la diversité du Burundi. Les tensions ethniques qui ont déchiré votre pays pendant des décennies semblent maintenant apaisées, à tel point que le Gouvernement burundais estime aujourd hui que le temps est devenu propice pour aller résolument de lâ€™avant sur la voie de la Justice Transitionnelle. Ces progrès sont d abord et avant tout lâ€™œuvre des Burundais eux-mêmes. La communauté internationale a certes apporté une aide non négligeable, mais rien n aurait été possible sans le courage et la détermination des citoyens burundais. Vos compatriotes, Monsieur le Vice-président, et surtout ceux qui les gouvernent, devront à nouveau faire preuve de courage et de détermination pour affronter le principal défi que votre pays doit maintenant surmonter, celui de la lutte contre la pauvreté, au travers notamment d un développement économique qui se fasse au bénéfice de tous. Je constate ainsi que les autorités burundaises ont fait de cet objectif leur priorité centrale pour la nouvelle législation et c est d ailleurs dans cette optique que votre Gouvernement a placé au cœur de son action lâ€™amélioration de la Gouvernance et la lutte contre la corruption. A ce titre, de nombreuses mesures ont été prises ou sont en voie de lâ€™être, mesures à lâ€™collaboration ou la mise en place desquelles la Belgique a apporté sa contribution, et je m en réjouis. Je citerai par exemple notre contribution de 11 millions d euros, contribution qui s ajoute à celle de la coopération britannique, visant à renforcer lâ€™intégration régionale. Cette contribution s est notamment concrétisée par la création de lâ€™Office des Recettes, un Office qui a d j   engrangé des résultats remarquables puisque quelques mois seulement après sa création et dépassant toutes les attentes, il a permis à lâ€™Etat burundais d augmenter considérablement la perception des recettes fiscales. D autres appuis au développement du secteur privé sont en cours ou en préparation, comme lâ€™appui à la Banque Nationale pour le Développement Economique pour plus de 2M ,   lâ€™organisation annuelle de missions commerciales dans la cadre des Semaines belges ou un appui éventuel à votre Agence pour la Promotion des Investissements afin notamment de lâ€™aider à développer lâ€™entrepreneuriat au Burundi. Par ailleurs, j ai constaté que le projet de mise sur pied d un fonds d impulsion et de garantie par la Belgian Bankers Academy, projet qui devrait faciliter lâ€™octroi de crédits aux entreprises, avait fortement intéressé les autorités burundaises. Enfin, je citerai pour terminer notre participation active, à travers un financement de lâ€™Institut de la Banque Mondiale et cette fois aux côtés de tous les principaux partenaires du Burundi,   lâ€™collaboration de la Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption. Etant donnée lâ€™importance de cette Stratégie, permettez-moi d en dire quelques mots. La Stratégie Bonne Gouvernance et de lutte contre la corruption est le résultat d un exercice courageux d introspection et de réflexion par le gouvernement burundais avec lâ€™aide de ses partenaires au développement. Les problèmes que connaît le Burundi n y sont ni cachés ni minimisés. Bien au contraire, les questions relatives à lâ€™Etat de droit, la Justice, la Police, les Droits de lâ€™homme, y sont clairement abordées, et un chapitre entier est consac  au phénomène de corruption de certains agents et organismes de lâ€™Etat. La reconnaissance explicite et franche de lâ€™existence de tels problèmes par le Burundi est indispensable afin d identifier les mesures les plus adaptées qui doivent être prises afin de redresser la situation. La Stratégie Bonne Gouvernance et de lutte contre la corruption définit ainsi des axes d intervention réalistes concrets et sa mise en application impliquera non seulement lâ€™ensemble des ministères, mais également les forces de lâ€™ordre, la Justice, les administrations locales, la société civile, le secteur privé et enfin les citoyens burundais eux-mêmes. Je ne peux donc, Monsieur le Vice-président, que vous féliciter pour cette Stratégie ambitieuse qui vient d tre adoptée en Forum politique et je vous encourage, ainsi que les membres du Gouvernement, à assurer un suivi et un pilotage rapproché de sa mise en œuvre pour en assurer le succès, et ce en collaboration avec tous les acteurs mentionnés précédemment. En effet, si lâ€™adoption de la Stratégie en tant que telle est un premier pas important, sa mise en œuvre concrète et effective sera décisive pour améliorer la vie quotidienne des Burundais, pour redorer le blason de leur pays et pour améliorer le niveau d attractivit  du Burundi aux yeux des Partenaires Techniques et Financiers ou des investisseurs potentiels. A ce sujet, lâ€™assassinat sauvage d Ernest Manirumva, le vice-président de lâ€™Olucome, en 2009, a porté un coup sévère à lâ€™image du Burundi, tout comme le fait que plus de deux ans après les faits, le meurtrier n ait toujours pas été lucid . Je profite de lâ€™occasion pour féliciter et saluer le rôle très courageux joué par la Justice civile et les médias burundais, qui, au péril parfois de leur sécurité, voire même de leur vie, comme lâ€™assassinat d  Ernest Manirumva lâ€™a montré, n h sitent pas à dénoncer certaines mauvaises pratiques. Je formule également lâ€™espoir que la mise en œuvre de la Stratégie Bonne Gouvernance et de lutte contre la corruption permettra de faire toute la lumière sur les grands dossiers de corruption, dont certains, mais pas tous, sont d j vieux de plusieurs années. Nous sommes bien conscients que la tâche s annonce particulièrement ardue mais nous sommes certains que le Président Nkurunziza, son Gouvernement, et lâ€™ensemble des Burundais feront à nouveau montre du courage et de la détermination dont ils ont fait preuve par le passé. Excellence Monsieur le 2me Vice-président Distingués invités, Mesdames Messieurs, Au-delà du

soutien financier important mobilisé par notre Coopération au développement, vous avez pu constater l'intérêt des entrepreneurs belges pour le Burundi. Ils étaient par exemple une vingtaine à participer à la semaine belge en 2010, et plus de 40 pour l'occasion 2011. A ce rythme-là, je me demande s'il y aura suffisamment de chambres d'hôtel de Bujumbura pour les participants aux conditions ultérieures ! Malgré cela, il faut regretter que nos relations économiques bilatérales ne soient pas plus intenses. Notre commerce bilatéral est faible, et les investissements belges dans votre pays sont assez modestes. Je me réjouis par contre du rôle très actif que jouent plusieurs de mes compatriotes résidant au Burundi et la place centrale que certains ont aussi à occuper dans l'économie burundaise. On les retrouve par exemple dans le secteur bancaire, dans le secteur agricole, dans celui de la construction et de la fourniture d'équipements industriels, dans la fourniture de services informatiques ou juridiques, dans la restauration, dans le secteur de la santé, etc. Certaines entreprises belges fondées quelques années seulement après l'indépendance sont toujours actives, et malgré les soubresauts de l'histoire de votre pays. Malheureusement, confrontés à certaines pratiques douteuses, plusieurs de ces Belges ont éprouvé de nombreuses difficultés à faire valoir et à défendre leurs droits légitimes. La plupart de ces cas concernent le non respect du droit de propriété de mes compatriotes établis au Burundi. Malgré les nombreuses démarches entreprises par des représentants belges, la grande majorité de ces dossiers n'a pas connu d'issue satisfaisante. Ceci est d'autant plus regrettable que, comme je l'ai mentionné auparavant, mes compatriotes investissent pour la plupart des hommes d'affaires très actifs à Bujumbura, dont les entreprises créent de la valeur et de l'emploi. Il profite donc de l'occasion aujourd'hui pour inviter les autorités burundaises à mettre tout en œuvre pour que ces dossiers en suspens puissent enfin connaître une issue satisfaisante pour tous. Cela permettrait également d'améliorer l'investissement en Burundi auprès des investisseurs étrangers. Excellence Monsieur le 2<sup>me</sup> Vice-président Distingué invité, Mesdames et Messieurs, En 2012, le Burundi fêtera le cinquantième anniversaire de son indépendance. Un travail d'introspection sera probablement mené, aussi bien à Bujumbura qu'à Bruxelles, sur le passé que nous avons vécu ensemble pendant plusieurs décennies ainsi que sur l'évolution de nos relations bilatérales depuis 1962. Indépendamment du bilan qui sera dressé, et au-delà des relations bilatérales d'Etat à Etat, une dimension cruciale des liens entre nos deux pays est bâtie par des individus. J'ai parlé à l'instant des Belges qui ont une activité économique au Burundi, mais il y a aussi les Burundais qui sont présents en Belgique et qui eux aussi, rendent encore plus intenses les liens entre nos pays. Ces individus, belges ou burundais mais qui ont des racines dans l'autre pays, peuvent servir de socle au renforcement des liens économiques entre nos deux Etats, en servant de pont entre opérateurs économiques burundais et belges. Le fait que des membres de la diaspora burundaise de Belgique commencent à revenir dans leur pays et y développent une activité économique en utilisant les réseaux de relations d'affaires qu'ils ont développés en Belgique en est un bon exemple et profite à nos deux pays. Mais qu'ils soient Belges ou Burundais, qu'ils aient des opérations en Belgique, en Burundi ou ailleurs, les entrepreneurs aspirent à un environnement d'affaires transparent, où les conflits éventuels peuvent être soumis à des arbitres indépendants appliquant de manière honnête et impartiale des règles de droit s'imposant à tous. Je ne voudrais cependant pas terminer mon propos sans vous remercier sincèrement, Monsieur le Vice-président, de m'avoir associé à cet événement et de m'avoir donné l'occasion d'y prononcer quelques mots. Je souhaiterais également à nouveau vous féliciter pour toutes les mesures que le Gouvernement burundais, grâce à votre impulsion et bien entendu celle du Président Nkurunziza, a déjà prises pour améliorer le climat des affaires, la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption. Je vous remercie pour votre attention. Discours lors du dîner officiel offert par les autorités du Burundi, prononcé le 2 juin 2011 Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs, Amahoro, Danezerewe no kuza kuba ramutsa (Traduction : Bonjour, (littéralement : la paix avec vous), je suis heureux de vous rencontrer) Je suis très heureux de pouvoir me retrouver parmi vous, plus qu'à l'occasion de ma première visite. Toute ma dévotion et moi-même vous remercions pour votre accueil chaleureux, cher collègue Augustin, pour votre hospitalité et pour ce dîner convivial et amical. Je me souviens bien, lors de ma première visite au Burundi, au début 2010, tout le monde était focalisé sur le processus électoral, qui s'est globalement bien passé. La Belgique a été le premier bailleur bilatéral de ces élections, et nous étions le seul pays ayant envoyé trois délégations d'observateurs électoraux parlementaires pour les trois scrutins différents. Ainsi, nous avons assisté à une autre phase très importante dans l'histoire politique du Burundi. Aujourd'hui, nous nous retrouvons pour faire le point sur notre coopération, pas seulement politique, mais également économique, sociale et culturelle. C'est une coopération variée, multi facettes, cordiale et enrichissante pour nos peuples. J'arrive ici bien tard, pour ainsi dire : monsieur le 2<sup>ème</sup> vice-président à Bruxelles le mois passé, et nous avons pu nous entretenir, en compagnie de mon collègue au Développement Chastel, à la fois sur notre coopération et sur la situation au Burundi. Nous attendons encore l'arrivée à Bruxelles, ce mois-ci, de leurs Excellences les Présidents de la Chambre et du Sénat, ainsi que de monsieur l'Ombudsman et de la Première Dame. Bref, apparemment nous aimons bien nous voir, et je puis vous assurer, ce n'est pas qu'une apparence, nous sommes toujours ravis de pouvoir nous entretenir avec vous. Tout comme en Belgique, la scène politique burundaise reste objet de fascination. Le contexte et les problèmes sont bien sûr très différents. Mais un concept central reste quand même, n'importe où, le dialogue, véhicule essentiel pour mieux se comprendre, s'entendre, et coopérer dans l'intérêt général. Ce n'est pas facile, si des parti pris ou des exclusives sont avancés avant même qu'il n'y ait lieu, mais il est le devoir des hommes et femmes politiques de persévérer dans la voie du dialogue. Je me permets de vous encourager pour construire un dialogue national et inclusif, qui marginalise ceux qui prêtent encore la violence : un dialogue dans lequel on se met à la place de l'autre et par lequel la méfiance cède la place à la confiance. Je souhaite ardemment pour ce beau pays une pacification complète qui rassure, rayonne et soit source de stabilité et de progrès. Cela demande de la sagesse et de l'initiative, et il y a abondance de ces deux vertus au Burundi. C'est en somme de la bonne gouvernance politique, allant de pair avec la bonne gouvernance économique, domaine dans lequel de louables initiatives sont prises et qui méritent tout notre appui. Notre appui, vous le savez, est concret, est substantiel, et couvre nombre de domaines essentiels de la société burundaise. Au fur et à mesure que nous atteignons ensemble les objectifs fixés communément, nous resterons à vos côtés. Nous sommes votre partenaire fidèle. Je tiens à vous remercier encore

une fois pour cet accueil et pour votre amitié. J'adresse ces remerciements à tous ceux et celles qui ouvrent chaque jour pour la prospérité et le bonheur du peuple burundais, auquel je me permets de lever mon verre.